MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

AMBASSADE
DE FRANCE
AUX ÉTATS-UNIS
Liberté
Égalité
Fraternité

Washington Wall Street Watch

N°2026 - 39 - Le 29 octobre 2026
Une publication de l'Antenne de New York du SER de Washington

Sommaire

Conjoncture
- La croissance du PIB progresse au troisième trimestre 2026 portée par la hausse des investissements liés au secteur technologique
- L'inflation PCE augmente en septembre portée par la hausse des prix de l'énergie

Politiques macroéconomiques
- La Fed maintient ses taux en octobre et annonce qu'elle réduira le nombre de décisions de politique monétaire dès 2027

Services financiers
- Anthropic publie son prospectus préliminaire d'introduction en bourse
- Le président Trump signe un décret visant à réduire le coût de l'accès à la propriété

Situation des marchés

Brèves

Conjoncture

La croissance du PIB progresse au troisième trimestre 2026 portée par la forte hausse des investissements liés au secteur technologique

Le 29 octobre, le Bureau of Economic Analysis (BEA) a publié sa 1ère estimation des chiffres de croissance du PIB pour le troisième trimestre (T3) 2026. La croissance américaine s'est renforcée à +0,8 %, soit +3,4 % en rythme annualisé, après +2,2 % au deuxième trimestre (et +2,5 % au premier trimestre). Ce chiffre est supérieur aux prévisions des économistes qui anticipaient une croissance de +3,2 %.

La croissance a été principalement portée par une accélération de l'investissement privé (+19,4 % au T3 après +4,6 % au T2) et un rebond de la dépense publique (+5,3 % après - 0,1 %) tandis que la consommation privée est restée dynamique (+3,8 % après +3,8 %). La croissance économique a été largement tirée par les investissements dans l'intelligence artificielle (+20,9 % pour les investissements dans les équipements, après +13,4 %). En revanche, le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance sur le trimestre. En effet, les

exportations ont chuté (-5,7 % après +5,0 %) tandis que les importations ont accéléré (+19,7 % après +12,6 %) au troisième trimestre, portées par la forte hausse des importations de biens (+26,4 % après +15,3 %) notamment liés au secteur technologique.

En excluant le solde commercial, la variation des stocks et la consommation des administrations publiques, la demande finale domestique privée augmente de +4,9 % contre +4,6 % au trimestre précédent.

L'inflation PCE augmente en septembre portée par la hausse des prix de l'énergie

Dans la publication du Bureau of Economic Analysis (BEA) du 29 octobre 2026, l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle (Personal Consumption Expenditures – PCE) croît de +0,5 % en septembre sur un mois (+0,3 % en août) porté par la forte hausse des prix des biens et services énergétiques (+5,4 % après +2,3 %), suite à la reprise des tensions au Moyen-Orient. En excluant l'énergie et l'alimentation, l'inflation sous-jacente croît à +0,3 % sur un mois (+0,3 % en août). Les prix des biens accélèrent (+0,8 % après +0,3 %) et ceux des services conservent leur rythme (+0,3 %), malgré une accélération des prix des services de transport (+2,1 % après +1,1 %).

Sur un an, les prix à la consommation accélèrent à +3,6 % (après +3,4 %) et +3,1 % hors énergie et alimentation (+3,0 % en août). Ces chiffres sont alignés avec les anticipations des économistes de banques.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

La Fed maintient ses taux en octobre et annonce qu'elle réduira le nombre de décisions de politique monétaire dès 2027

À l'issue de la réunion du FOMC des 27 et 28 octobre, le comité de politique monétaire de la Fed a décidé de maintenir la fourchette cible des taux Fed funds, à [3,75 % - 4,00 %], avec 2 votes dissidents de la gouverneure Lisa Cook et de la Présidente de la Fed de Cleveland Beth Hammack.

Selon la Fed, l'activité économique progresse à un rythme soutenu, portée notamment par la résilience de la demande intérieure, les gains de productivité et le dynamisme de l'investissement, tandis que le marché du travail reste proche du plein emploi, avec un taux de chômage stable à 4,2 %. À l'inverse, l'inflation demeure élevée alors que la cible de 2 % n'a pas été atteinte depuis près de 6 ans.

En conférence de presse, K. Warsh a insisté sur la nécessité « d'interroger la réalité » avant de prendre une décision, comparant la hausse de septembre à une prise de médicaments dont les effets doivent être évalués avant de juger si le traitement était suffisant. Cette pause avait été largement anticipée par les marchés après les signaux d'attentisme envoyés par plusieurs responsables de la Fed ces dernières semaines. Comme lors du discours de Jackson Hole et du dernier FOMC, il a cependant répété son « incapacité à qualifier les conditions financières de restrictives ».

K. Warsh a également pu évoquer plusieurs volets de son approche en tant que nouveau Président de la Fed. À partir de l'automne 2027, une réunion du FOMC sera consacrée à des discussions plus larges sur la stratégie de politique monétaire, sans vote sur les taux d'intérêts ni déclaration. Dès l'année 2028, ce seront deux réunions

annuelles qui seront consacrées à ces discussions, réduisant à seulement six le nombre de FOMC dédiés à des décisions de politique monétaire. K. Warsh a également annoncé que le groupe de travail sur la productivité et l'emploi mènera des auditions publiques le 16 novembre, auxquelles il devrait lui-même participer.

SERVICES FINANCIERS

Anthropic publie son prospectus préliminaire d'introduction en bourse

Le 26 octobre 2026, Anthropic, concepteur des modèles d'intelligence artificielle Claude, a rendu public son prospectus préliminaire d'introduction en bourse (formulaire S-1) auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), en vue d'une cotation sur le Nasdaq.

Le document fait état d'un chiffre d'affaires qui s'établit à 16,3 Md USD au premier semestre 2026, soit quatorze fois celui du premier semestre 2025. La clientèle des entreprises, facturées à l'usage selon le volume de données traitées (*tokens*), représente environ 80 % du chiffre d'affaires (13,1 Md USD) pour un montant en hausse de 12,1 Md USD sur un an. Le chiffre d'affaires est en outre fortement concentré : les cinq premiers clients représentent 21 % du chiffre d'affaires du troisième trimestre, une dépendance que le prospectus cite parmi les facteurs de risque. Les abonnements forfaitaires, proposés aux particuliers, représentent quant à eux 3,2 Md USD de chiffre d'affaires, en hausse de 3,0 Md USD sur l'année.

Les dépenses d'achat de capacité de calcul (*compute*) progressent en valeur, mais leur part dans le chiffre d'affaires recule de 160 % en 2025 à 55 % au premier semestre 2026. Le résultat opérationnel reste négatif sur la période. En revanche, le résultat opérationnel ajusté (*non-GAAP*), qui exclut notamment la rémunération en actions, est positif. La perte nette, de 80,7 Md USD enregistrée demeure essentiellement comptable, intégrant 72,4 Md USD de variation de juste valeur des obligations convertibles, dérivés et instruments convertibles en actions (*simple agreements for future equity — SAFE*). Cette variation est liée à la hausse de la valorisation de l'entreprise et n'a pas d'effet sur la trésorerie.

Le prospectus mentionne également, parmi ses facteurs de risque, les rôles multiples des hyperscalers (Amazon, Google, Microsoft). Ceux-ci sont à la fois fournisseurs de capacité de calcul, distributeurs, clients et, pour Amazon et Google, actionnaires, ce qui peut selon la société faire naître des risques de conflits d'intérêts.

Le président Trump signe un décret visant à réduire le coût de l'accès à la propriété

Le 22 octobre 2026, le président Donald Trump a signé un décret (*executive order 14438*) visant à réduire les coûts liés à l'achat d'un logement.

La première mesure porte sur l'assurance hypothécaire (*mortgage insurance*). Aux États-Unis, un emprunteur qui apporte moins de 20 % du prix de son logement doit généralement souscrire cette assurance, qui rembourse le prêteur en cas de défaut. Le décret prévoit un programme pilote dans lequel Fannie Mae et Freddie Mac, entreprises parapubliques (*government-sponsored enterprises – GSE*) qui rachètent aux banques les crédits immobiliers que celles-ci accordent et en garantissent le remboursement, réévalueront périodiquement la valeur des logements au moyen de modèles automatisés et résilieront d'office l'assurance lorsque certaines conditions de solvabilité sont remplies, notamment lorsque la valeur du logement dépasse suffisamment le

montant restant dû. Le dispositif n'aura cependant pas d'effet rétroactif sur les prêts passés.

La deuxième mesure concerne l'assurance de titre de propriété (*title insurance*). Le prêteur exige cette assurance, payée par l'emprunteur, pour se protéger si le titre de propriété s'avère contesté : dette attachée au bien, erreur dans les actes ou droit d'un tiers. Un programme pilote permettait déjà aux GSE d'accepter, pour certains refinancements, une vérification automatisée du titre à la place de cette assurance, ce qui réduit les frais. Le décret rend ce dispositif permanent et l'étend à tout le territoire.

La troisième mesure vise les logements construits en usine puis installés sur leur terrain (*manufactured housing*). L'administration y voit un moyen de réduire le coût de construction. Etant donné que les normes, certifications et inspections varient d'une agence fédérale à l'autre, un groupe de travail sera créé par le décret, coprésidé par le secrétaire au Logement et au Développement urbain (HUD) et le directeur de la FHFA, et associant les départements de l'Agriculture, du Commerce et des Anciens combattants. Il remettra sous 180 jours des recommandations pour harmoniser ces règles et favoriser ce type de construction.

Enfin, la quatrième mesure porte sur les prêts publics directs. Si la plupart des crédits immobiliers sont accordés par des banques, les départements de l'Agriculture et des Anciens combattants prêtent aussi directement à certains publics, notamment des ménages modestes en zone rurale et certains anciens combattants. Le décret leur demande d'abaisser les taux de ces prêts, dans les limites fixées par la loi et les crédits budgétaires.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), le S&P 500 est en hausse de +1,3 % et le Nasdaq de +0,7 %, à 7 720 et 26 185 points respectivement. Alors que les marchés actions ont été portés en début de semaine par un élan des valeurs technologiques liées à l'IA dans le sillage de la publication du prospectus d'Anthropic, hausse que le maintien des taux par la Fed a confortée, cette tendance s'est inversée en fin de semaine. En effet, la publication de résultats inférieurs aux attentes par Alphabet (maison-mère de Google), qui a connu jeudi sa pire séance depuis son introduction en bourse en 2004 (-12 %), ont ravivé les craintes autour de la rentabilité des investissements du secteur, et particulièrement pesé sur le Nasdaq, riche en valeurs technologiques.

De leur côté, les rendements souverains américains connaissent une baisse importante sur la semaine, de -8 points de base à 2 ans (4,66 %) et –6 points de base à 10 ans (4,96 %). Au-delà du maintien des taux par la Fed, les *Treasuries* ont bénéficié, pour la deuxième semaine consécutive, d'un mouvement de fuite vers les valeurs refuges (*flight to quality*), en réaction aux inquiétudes autour de l'IA qu'ont suscités les résultats décevants des grandes entreprises technologiques.

BREVES

- Le 23 octobre 2026, l'Université du Michigan a publié son enquête définitive sur la confiance des consommateurs pour le mois d'octobre. L'indice s'est établi à 48, contre 48,1 en septembre, atteignant son plus bas niveau depuis cinq mois. Ce léger recul

reflète notamment les inquiétudes liées au niveau élevé des prix, aux embauches timides et à la hausse des taux d'intérêt. Le résultat définitif est toutefois supérieur à l'estimation préliminaire de 46,3.

- En octobre, l'indice composite PMI préliminaire de S&P Global s'est établi à 57,6, en baisse de 0,8 point par rapport au mois précédent. Malgré ce léger ralentissement, il demeure à un niveau historiquement élevé, le deuxième plus élevé depuis 2022.
- Le 28 octobre 2026, le département du Commerce, en lien avec le Census Bureau, a publié les premières estimations du commerce extérieur américain de biens pour septembre. Le déficit commercial s'est creusé de 2,1 % sur un mois, à 134,9 Md$, contre 130,2 Md$ attendus, atteignant son plus haut niveau depuis mars 2025. Cette évolution s'explique notamment par la hausse record des importations de biens d'équipement (+7,5 %), portée par les besoins liés au développement des infrastructures d'intelligence artificielle.
- Le 27 octobre 2026, Paul Atkins, président de la Securities and Exchange Commission (SEC), a indiqué avoir demandé aux services de l'agence d'identifier les dispositions de la Regulation Crowdfunding pouvant être amendées afin d'alléger les charges de conformité. Ce régime, en vigueur depuis 2016, permet aux entreprises non cotées de lever des fonds en ligne auprès d'investisseurs particuliers, dans la limite de 5 M USD par offre.
- Le 29 octobre 2026, David Woodcock, directeur de la *Division of Enforcement* de la SEC, a indiqué que l'agence surveillait les risques de délit d'initié et de manipulation sur les marchés prédictifs. La SEC est compétente lorsque ces contrats portent sur des indicateurs de performance ou des résultats d'entreprises, et D. Woodcock anticipe de futures mesures coercitives dans ce domaine. Pour autant, la supervision de ces plateformes relève principalement de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), qui a engagé plusieurs procédures en 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Fabien Bouvet, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Laurie Bergia, Galina Natchev, Victorien Roussillo.

Abonnez-vous : afws@dgtresor.gouv.fr